

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'Île de France

Unité territoriale des Yvelines

Arrêté de mise en demeure n° 2014336-0001

**Société MORELLEC
aux Mureaux**

Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 11-062/DRE du 22 février 2011 autorisant la société MORELLEC à poursuivre l'exploitation de son activité de traitement de surface, sur le territoire de la commune des Mureaux, 124 rue Jean Mermoz ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement suite à sa visite sur le site le 4 novembre 2014, transmis à l'exploitant par courrier en date du 18 novembre 2014, conformément à l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport visé ci-dessus ;

Considérant l'absence du bilan de l'évolution des eaux souterraines ;

Considérant l'absence du contrôle des émissions atmosphériques ;

Considérant l'absence de l'analyse concernant le risque foudre ;

Considérant l'absence du contrôle des installations électriques ;

Considérant le non fonctionnement du dispositif de confinement ;

Considérant que l'élimination des déchets issus de la toiture est susceptible de contenir de l'amiante ;

Considérant que ces non-conformités notables sont susceptibles de présenter des dangers pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines ;

Arrête

Article 1^{er} : La Société MORELLEC est **mise en demeure**, à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé sur la commune des Mureaux (78130) 124 rue Jean Mermoz, de respecter les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 22 février 2011 :

Dans un délai de quinze jours :

- Article 4.5.2.2 : Remettre en fonctionnement le dispositif de confinement ;

Dans un délai d'un mois :

- Article 5.1.3 : Éliminer les déchets issus des travaux de toiture dans les conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Dans un délai de trois mois :

- Article 4.5.2.4 : Fournir un bilan de l'évolution de la pollution comprenant :
 - l'interprétation des résultats par référence aux données réglementaires (valeurs de limites de potabilité) ;
 - la réalisation d'un bilan coûts-avantages permettant de définir la pertinence d'une action ou non sur la pollution ;
 - la réalisation d'un dossier justifiant la nécessité d'établir ou non des servitudes d'usage dans et en dehors du site.
- Article 3.4.2 : Fournir un contrôle des émissions atmosphériques ;

- Article 7.3.3.3 : Fournir la vérification de l'ensemble de ses installations électriques ;

Dans un délai de six mois :

- Article 7.3.4 : Fournir une analyse du risque foudre par un organisme compétent.

Article 2 : Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code ;

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 : Le présent arrêté est notifié à la société MORELLEC et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en est adressée à :

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;
- Monsieur le sous préfet de Mantes-la-Jolie ;
- Monsieur le maire des Mureaux ;
- Monsieur le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;
- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Versailles, le **- 2 DEC. 2014**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de l'unité territoriale des Yvelines



Signé : Henri Kaltembacher

